



**Revue de la presse du net du 12 mai 2011**

Bonnes lectures à toutes et à tous.

***Pour le Collectif***

Olivier PASCAL

***Les Nouvelles de Madagascar 12 05 2011***

## **Lycée français de Fianarantsoa**

### **Protestation du CEM !**

Le collectif enseignement Madagascar (CEM), regroupant neuf organisations et deux conseillers élus à l'assemblée des Français de l'étranger protestent contre la brutale décision de fermeture du lycée français de Fianarantsoa et de déconventionner les écoles françaises d'Antalaha et de Manakara. Et ce n'est pas tout car l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) projette également de fermer le lycée d'Antsiranana. Un meeting s'est tenu hier devant le siège de l'ambassade de France à Ambatomena en guise de protestation à cette décision. Plusieurs parents d'élèves, ainsi que d'enseignants y étaient présents, hier, de 13h30 à 15h30.

Des dépenses allant de 1,7 à 2,6 millions d'euros seront observées si le lycée français de Fianarantsoa ferme ses portes et que ces enfants seront obligés de venir à Antananarivo pour continuer leurs études. Il s'agit des frais d'internat supplémentaires, crédits qui limiteront la capacité de financement pour le relogement de l'école D dont le projet est aujourd'hui tombé aux oubliettes. L'AEFE supportera également des dépenses supplémentaires d'environ 220 000 euros pour la prise en charge des élèves français.

Par ailleurs, le déconventionnement des écoles d'Antalaha et de Manakara aurait pour conséquence essentielle que l'AEFE, au lieu de mettre quatre enseignants titulaires de l'éducation nationale à leur disposition, prenant à sa charge 100% à 67% de la rémunération de ces derniers, se contenterait de verser à chacune une subvention de 40 000 euros pour la première année, 30 000 euros pour la seconde et 20 000 euros pour la troisième année. Ce qui fait que l'aide allouée à ces écoles diminuerait de 210 000 euros pour les prochaines années et qu'en plus des contraintes de recruter directement leurs enseignants titulaires de l'éducation nationale, elles auraient les plus grandes difficultés à recruter et gérer ces personnels.

Tout cela pour affirmer que bon nombre de choses restent inexplicables et que les protestataires n'ont plus besoin de réponse, sachant pertinemment qu'ils les connaissent déjà, mais plutôt d'actions immédiates pour résoudre ces problèmes. Réouverture du lycée de Fianarantsoa pour éviter des dépenses inutiles.

**Faly R.**



## ***La Gazette de la Grande Ile 12 05 2011***

Ambassade de France: Grève des parents  
d'élèves

Judi, 12 Mai 2011 06:24

Des parents d'élèves et des membres des associations françaises regroupés au sein du collectif enseignant de Madagascar, appuyés par Jean-Daniel Chaoui et Xavier Desplanques (conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'Etranger), ont manifesté devant l'ambassade de France, hier après-midi. Ils étaient une vingtaine de personnes pour protester contre la décision brutale (prise au mois de janvier) de l'Agence des Ecoles Françaises Etrangères (AEFE) de fermer le lycée français de Fianarantsoa et de déconventionner les écoles primaires françaises d'Antalaha et de Manakara. L'AEFE projette même de fermer aussi le lycée d'Antsiranana, a indiqué Yves Peyre, président de l'association ALEFA/FCPE.

Pour débloquer la situation, trois réunions dites « de concertation » ont eu lieu entre Jean Marc Châtaigner et le collectif. Les membres de ce collectif a saisi l'occasion pour démontrer à l'ambassadeur de France que la fermeture des lycées et le transfert de leurs élèves au Lycée Français d'Antananarivo (LFT) entraînerait une dépense comprise entre 1 710 000 euros et 2 565 000 euros pour créer les places d'internats supplémentaires, crédits qui limiteront la capacité de financement pour le relogement de l'école D, projet tombé aux oubliettes. De plus, l'AEFE aura encore à dépenser 270 000 euros pour la prise en charge des élèves français, tandis que les élèves malgaches seront abandonnés à leur propre sort puisqu'il faut 4 500 euros aux parents malgaches pour intégrer leurs progénitures au LFT.

Toutefois, Yves Peyre a indiqué que « *la grève entamée n'a nullement pour objectif de contester l'ambassadeur ou la politique de l'ambassade, mais c'est pour que l'ambassade soit un relais jusqu'à l'AEFE à Paris* ». En parallèle, un représentant de ce collectif a présenté une pétition devant le conseil d'administration de l'AEFE à Paris. Notons que la première conseillère de l'ambassade de France Marie - Annick Bourdin est sortie de l'ambassade pour rencontrer les grévistes pour un entretien de quelques minutes.

L. T.

## ***La Vérité 12 05 2011***

**Les membres du Syndicat des enseignants des Ecoles françaises, appuyés par les parents d'élèves, ont effectué un sit - in devant le siège du Consul de France à**



**Ambatomena, hier, tout comme ceux répartis dans le pays.** En fait, ces enseignants et parents sont contre la fermeture du Lycée français de Fianarantsoa. Ils s'opposent également à la suspension des aides financières octroyées aux Ecoles françaises de Manakara et d'Antalaha, programmée pour l'année scolaire 2011-2012. La recherche de nouveaux établissements ainsi que le transfert des élèves, victimes de ces décisions, s'avèrent ardu tant pour les parents que pour les enseignants.

Pour cette première journée, il n'y a eu aucune réaction de l'Ambassadeur de France. Celui-ci devrait transmettre ces revendications à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger qui est habilitée à décider. Les manifestations se poursuivent, en effet, jusqu'à l'obtention d'une réponse favorable. En tout cas, la classe reprendra ce jour si l'école morte a été appliquée hier.

**Patricia R.**

**L'Express** 12 05 2011-05-12

### *Fermeture d'établissements français Manifestation à Ambatomena*



Manifestation d'enseignants et de parents d'élèves, hier, à Ambatomena

Les enseignants au sein des établissements français de Madagascar ont montré leur mécontentement. Ils protestent contre les décisions prises.

Journée écoles mortes dans tout Madagascar, hier. « Protester contre les coups portés au réseau d'enseignement français à Madagascar », telle est la raison du « sit in » des enseignants, parents d'élèves à l'ambassade de France à Ambatomena. Selon les sources, l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) a décidé, au mois de janvier, de fermer le lycée français de Fianarantsoa et maintenant celui d'Antsiranana. Elle a, par ailleurs,



déconventionné les écoles primaires françaises d'Antalaha et de Manakara. Les élèves seraient envoyés à Tana.

## Lourdes conséquences

D'après les explications, ces décisions de fermeture et de déconvention entraînent des lourdes conséquences.

« Au niveau des dépenses, des millions d'euros seront dépensés pour la création des places d'internats supplémentaires ainsi que pour la prise en charge des élèves. Une surcharge des effectifs dans les classes du lycée français d'Antananarivo », évoque Yves Peyre, porte-parole du collectif enseignants à Madagascar. Il a évoqué également le fait que bon nombre d'élèves malgaches sont obligés d'abandonner le système français. « Les familles malgaches, sans aide, seraient voués à sortir du système français qu'elles avaient choisi pour scolariser leurs enfants, vu qu'il leur faudra une dépense supplémentaire annuelle d'environ 4 500 euro par enfant », poursuit-il.

Concernant le déconvention, l'AEFE aurait demandé à ce que les enseignants titulaires de l'éducation nationale soient détachés directement à la charge des écoles à 100 % et que les écoles devront chercher, elles-mêmes, leurs enseignants. Bref, des écoles homologuées.

Un propos confirmé par un parent d'élève de Fianarantsoa. « Scolariser un élève au lycée René Cassin de Fianarantsoa coûte 45% moins cher que celui au lycée français d'Antananarivo », soutient Marguerite Sylvino, mère d'une collégienne. Comme solution, **l'AEFE (comprendre le Collectif)** propose à ce que la décision de déconvention soit purement et simplement annulée et qu'une concertation spécifique sur l'organisation de l'offre pédagogique dans le réseau des établissements à programme français de Madagascar soit mise en place.

Michella Raharisoa  
Jeudi 12 mai 2011



*Ma Tv Madagascar 12 05 2011*

## Ecoles françaises : Des parents d'élèves tirent la sonnette d'alarme



Le Collectif Enseignement Madagascar a organisé hier une manifestation devant l'ambassade de France. Elle consistait à exprimer sa désapprobation de la politique étrangère sur l'enseignement, appliquée par le gouvernement français. Il s'agit de contester la décision de l'Agence de l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) de fermer les lycées français de Fianarantsoa et d'Antsiranana et de déconventionner les écoles françaises de Manakara et d'Antalaha. A cet effet, le Collectif a organisé une série de manifestations simultanées hier dans les régions concernées. Ces manifestations coïncidaient justement avec la réunion du Conseil d'Administration de l'AEFE. « Le Collectif s'est mobilisé pour tenter d'inciter l'administration française à faire marche arrière. On ne ferme pas à très grand frais des lycées qui produisent d'excellents résultats », a déclaré Yves Peyre, représentant du collectif. Ce dernier n'a pas caché son inquiétude à cause de la fermeture des lycées ainsi que le transfert de leurs élèves vers Antananarivo. Des dispositions qui occasionneraient d'énormes dépenses budgétaires au gouvernement français. « La création d'internats supplémentaires nécessiterait jusqu'à 2 600 000 euros. Cette disposition entraînerait également une dépense supplémentaire annuelle à la charge de l'AEFE d'environ 270 000 euros pour la prise en charge des élèves français, ainsi qu'une dépense supplémentaire annuelle d'environ 5000 euros par enfant pour les familles malgaches », a précisé Yves Peyre. Le Collectif a également indiqué avoir soumis des propositions qui prenaient en compte le souhait de l'AEFE de récupérer des postes d'enseignants dans la Grande île. Cependant, l'agence a apparemment décidé de camper sur sa position. Par conséquent, le collectif entend saisir les autorités et les responsables administratifs et politiques, notamment le ministre français des Affaires étrangères, le Cabinet du ministre de la Coopération et également le ministère français des Finances. Yves Peyre, passablement indigné, de conclure en ces propos : « pour quelles raisons fermer des lycées alors que ça va beaucoup grever le budget de la France, qui prône actuellement la



politique d'austérité ? Nous estimons que ces lycées fonctionnent bien et nous tenons à les conserver. Il est intolérable que des mesures aussi lourdes soient adoptées à l'encontre d'un nombre important d'enfants. La communauté éducative de Madagascar est très mécontente. Nous continuerons de manifester si nous n'obtenons pas satisfaction ! ».

L.R

**Afriquinfos** 12 05 2011

## Madagascar : mécontentement sur la décision de fermeture des établissements français

ANTANANARIVO (Xinhua) - Cette décision de fermeture des lycées français a été suivie d'une manifestation, hier devant l'Ambassade de France à Antananarivo.

Jeudi 12 mai 2011 | 16:18 UTC

Les enseignants et les parents d'élèves des établissements français ont éprouvé leur mécontentement concernant la décision de fermeture du lycée français de Fianarantsoa, au sud de la grande île, pris par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) en janvier dernier.

Cette décision de fermeture du lycée français de Fianarantsoa et la prochaine fermeture du lycée de Diégo, au nord de la grande île a enclenché un meeting mercredi dernier, devant l'Ambassade de France à Antananarivo, la capitale malgache.

Selon les enseignants venus au meeting, la fermeture des lycées français engendrerait une affectation des élèves de ces établissements à étudier à Antananarivo pour continuer ses études. Des frais d'internat supplémentaires ainsi que des surplus de dépenses de prise en charge des élèves français en seront également les conséquences.

Quant aux parents d'élèves, ils ont manifesté que le coût d'enseignement au lycée français d'Antananarivo est beaucoup plus cher que celui de Fianarantsoa et de Diégo.

Ce mécontentement s'est répandu aussi à Diégo où ils ont déposé une lettre de leur alignement à la cause à l'ambassadeur de France à Madagascar.



## ***Midi Madagascar 12 05 2011***

### ***Diégo Suarez : Le lycée français en danger***

Jeudi, 12 Mai 2011 00:00

La journée d'hier, a été très importante et fut un succès pour les enseignants, les parents et les élèves du lycée français de Diégo Suarez. Le collectif des enseignants a montré à quel point, les parents se sont mobilisés pour l'avenir de leurs enfants et ont manifesté leur attachement à l'enseignement français donné dans la Grande île réclamant la sauvegarde de leur établissement à Diégo Suarez. Ils ont défilé en noir et blanc et manifesté devant le consulat de France à Diégo, 5 rue Bonikowsky. Les manifestants ont déposé une lettre pour l'ambassadeur de France à Madagascar qui confirme leur position. La décision prise par les neuf organisations et deux conseillers élus à l'assemblée des français à l'étranger, Jean Daniel Chaoui et Xavier Desplanques, en janvier dernier de fermer le lycée français de Fianarantsoa et de déconventionner les écoles primaires françaises d'Antalaha et de Manakara, et le projet de fermer le lycée de Diégo Suarez sont la source de la grève et de la manifestation. Suivant cette proposition de décision, trois réunions de concertation ont été organisées par le collectif Enseignement de Madagascar avec l'ambassadeur de France à Antananarivo. C'est une occasion pour les enseignants de montrer à l'ambassadeur que la fermeture des lycées et le transfert de leurs élèves au lycée Français d'Antananarivo entraîneront des dépenses supplémentaires pour l'internat, à la charge de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) pour la prise en charge des élèves français.

**V.JCL**



**Le Naïf**

*Pour défendre les écoles françaises, les parents d'élèves ont opté pour le ... «sit-in»*